

L'UNITE C'EST LA SANTE

300 Frs ET 40 HEURES POUR TOUS

BULLETIN DU COMITE D'ACTION UNITAIRE
DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS (ASID - VPOD -
FChP/CRT syndicats chrétiens - ASAG / B.A. ET
DE LA COMMISSION DE POPULARISATION

No 1

17 octobre 1973

Pourquoi ce Bulletin ?

Par notre débrayage, jeudi 11 octobre, nous avons réaffirmé notre détermination à lutter pour nos revendications de 300 frs. et 40 heures pour tous.

Dans tous les établissements hospitaliers, ce débrayage a été une grande réussite. Nous en sortons renforcés parce que nous avons réussi à la fois à organiser notre lutte, à maintenir les soins afin que les malades n'en fassent pas les frais et à maintenir notre unité.

Ce dernier point surtout est important. Comme nous l'avons souvent expliqué, nos revendications unitaires sont un instrument pour lutter contre la division et la hiérarchisation extrême du personnel hospitalier : divisions entre les différents services (infirmiers, techniques, cuisiniers, lingeries, etc.); division entre professionnels et non professionnels; division aussi entre suisses et immigrés, entre syndiqués et non syndiqués. Et c'est sur ces divisions que s'appuient les autorités pour faire pression sur les salaires, intensifier le rythme de travail. Avec le débrayage, nous avons su les surmonter, et c'est là la réussite principale de notre action.

Aujourd'hui, alors que se préparent les négociations de la mi-novembre, il s'agit de renforcer encore davantage cette unité. C'est là notre arme essentielle pour obtenir gain de cause, pour préparer ces négociations dans les meilleures conditions possibles. C'est pour cela qu'est conçu ce Bulletin. Car, avec la reprise du travail, notre dispersion dans les différents établissements, nos horaires différents, il est indispensable qu'existe, dès maintenant, une courroie de liaison permanente entre nous, une information régulière sur la suite de notre mouvement, apportant à tous des exemples concrets de notre travail, de l'activité dans les différents secteurs, etc. Ce bulletin est important pour faire l'information que la presse fait mal ou même ne fait pas. Ce bulletin doit être l'organe de tous, pour tous, afin de ne pas laisser briser notre force essentielle : la mobilisation unitaire pour les 300 Frs. et les 40 heures !

* * * *

Ce que veut le Conseil d'Etat : maintenir et même renforcer la division !

Un jour avant le débrayage, le Conseil d'Etat a pris la position que nous connaissons : refus d'entrer en matière sur les 300 Frs., acceptation de principe de discuter sur l'introduction des 40 heures.

Il est important de revenir sur ses arguments. D'abord sur les 300 Frs. "Nos autorités" n'auraient pas pu être plus explicites ! Elles n'ont même pas discuté sur le montant comme elles le font d'habitude. Leur refus était seulement motivé par le fait que les 300 Frs. pour tous remettent en cause l'évaluation des fonctions - autrement dit remettent en cause la division du personnel hospitalier et la division du travail dans le secteur hospitalier.

Le Conseil d'Etat n'aurait pas pu dire plus ouvertement qu'il remet en cause le but de notre mouvement lui-même. Il tient avant tout à un personnel hospitalier hiérarchisé - et donc plus contrôlable -. Il veut introduire une nouvelle échelle des traitements, en 33 catégories, qui lui permet de mieux nous manipuler.

Quant aux 40 heures, la promesse d'entrer en discussion constitue certes une première victoire pour nous. Mais il faut souligner que rien n'est encore acquis, que cette promesse reste encore verbale. Avoir la position de ~~ce~~ sur les salaires, rien n'assure encore qu'il ne cherchera pas également à propos des 40 heures, un compromis "intéressant" pour lui. Par exemple en échelonnant l'introduction des 40 heures par catégories, sur une longue période.

Comment poursuivre ?

Dans ces conditions, nous devons nous préparer à des négociations serrées. La phase qui s'ouvre sera difficile et nous serons soumis à toutes sortes de pressions. Même si malheureusement certaines organisations se sont désolidarisées de l'action et font le jeu du Conseil d'Etat en acceptant le principe des augmentations par catégories, nous devons plus que jamais mettre à profit les semaines à venir pour refuser toute tentative de division, maintenir l'unité qui fait notre force, et donc maintenir notre objectif des 300 Frs. pour tous et des 40 Heures pour tous. D'autant plus qu'en acceptant les augmentations de salaires pour certaines professions, les autorités vont chercher à affaiblir la détermination de certaines organisations pour nous jouer les uns contre les autres.

Qu'est-ce que cela implique maintenant ?

POUR LES 300 FRs :

- qu'il s'agit de nous préparer aux arguments tels que "nous n'avons pas l'argent", en expliquant largement le caractère fallacieux de ces justifications. Le Conseil d'Etat dispose encore de 9 millions de réserves budgétaires qui lui permettraient de nous payer les 300 Frs. pour les mois de septembre à décembre. **IL DOIT S'ENGAGER A LES METTRE A DISPOSITION DES LA PROCHAINE SEANCE DU GRAND CONSEIL !**
- En outre - d'après ce qui est bien connu - le Conseil d'Etat dispose encore de plusieurs millions supplémentaires, budgétés pour les salaires du secteur santé et qu'il n'a pas dépensés par ce qu'il manquait de personnel ! Une preuve de plus que le personnel hospitalier à des conditions de travail inacceptables, puisqu'il manque de personnel pour faire tout le travail. Le refus d'augmenter les salaires rend le recrutement encore plus difficile... et les soins plus précaires.
- qu'il s'agit de nous préparer aussi en montrant pratiquement ce que signifie une augmentation de 300 Frs. pour les différents travailleurs de l'hôpital. Ceci en discutant, dans chaque service, en assemblée et en groupes de travail, de nos salaires, de comment se répartir le budget (logement, assurances, etc..), afin de mettre clairement en évidence - surtout pour les plus défavorisés d'entre nous - l'importance de la revendication des 300 Frs. C'est là un travail prioritaire pour nous préparer à défendre unitairement la revendication des 300 Frs.

POUR LES 40 HEURES :

- Il est certain que l'introduction des 40 heures aurait des implications parfois compliquées à résoudre sur la question des effectifs et de l'organisation du travail. Et le Conseil d'Etat ne va pas manquer d'y revenir pour "prouver" qu'il est impossible de les introduire maintenant, qu'il faut échelonner,

Mais nous devons poser la question : qui connaît le mieux l'organisation de l'hôpital, l'organisation du travail ? Le Conseil d'Etat ou le personnel hospitalier ? La réponse coule de source. C'est à nous à préparer, dans chaque service en groupe de travail et en assemblées générales, une documentation précise sur les conséquences de l'introduction des 40 heures (sur les effectifs, les horaires, l'organisation du travail etc.) Ici encore, notre force collective deviendra une arme dans les négociations, coupant court aux tentatives de manoeuvres (qui ne manqueront pas de se manifester) visant à différer l'introduction rapide des 40 heures pour tous. Nous avons décidé d'entreprendre le travail sur les feuilles de salaires en élaborant un questionnaire préparatoire déjà discuté dans les différents établissements hospitaliers. On demande que chaque service envoie au moins un délégué à la commission de popularisation.

L'ensemble de ce travail dépend maintenant de tous. La commission de popularisation a pour tâche de le coordonner, de poursuivre dans ce sens son travail de mobilisation unitaire, qui a permis jusqu'ici une participation massive à notre mouvement. C'est ainsi que nous renforcerons aussi l'unité des organisations syndicales. Il est évident que c'est cette unité qui a pour une large part, suscité une adhésion aussi massive à notre mouvement. C'est ainsi que nous renforcerons l'unité du mouvement tout entier où luttent, côte à côte, travailleurs syndiqués et non syndiqués. Nous nous opposons ici aux manoeuvres de ceux qui lancent de faux bruits en affirmant que les organisations syndicales sont "débordées" par les "gauchistes". Les militants syndicaux respectent les décisions prises démocratiquement dans leurs organisations. Ceux qui véhiculent ces faux-bruits veulent affaiblir l'unité du mouvement. La commission de popularisation poursuivra la mobilisation avec les organisations syndicales, afin que la délégation que nous avons élue puisse mener, dans les meilleures conditions, les négociations que nous préparons.

Prochaine réunion de la commission de popularisation se tiendra

LE 23 OCTOBRE A 20 H. 15

* * *

UNITA' E' SALUTE !

BOLLETTINO DEL COMITATO D'AZIONE UNITARIA E DELLA COMMISSIONE DI
POPOLARIZZAZIONE DEGLI OSPEDALI SVIZZERI

300 FR. e 40 ORE PER TUTTI !

No 1

17 ottobre 1973

PERCHE' QUESTO BOLLETTINO ?

Con il nostro sciopero, giovedì 11 ottobre, abbiamo riaffermato la nostra lotta per le nostre rivendicazioni di 300 Fr. e 40 Ore.

In tutti i settori, questo sciopero è stato un successo. Ne usciamo rinforzati perchè siamo riusciti al tempo stesso a organizzare la nostra lotta, a mantenere le cure perchè gli ammalati non ne subissero le conseguenze e a mantenere la nostra unità.

Quest'ultimo punto soprattutto è importante. Come l'abbiamo spiegato spesso, le nostre rivendicazioni unitarie sono uno strumento per lottare contro le divisioni, la gerarchizzazione estrema del personale ospedaliero: divisione fra i diversi servizi (infermieri, tecnici, cucinieri, lavanderia, ecc.); divisione fra non-professionali e professionali; divisione anche fra svizzeri e immigrati, fra sindacalisti e non-sindicalisti. Ed è su questa divisione che si appoggiano le autorità per far pressione sui salari, intensificare i ritmi di lavoro. Con lo sciopero, abbiamo saputo sormontarle, ed è il successo principale della nostra azione.

Oggi, mentre si preparano i negoziati di metà-novembre, si tratta di rinforzare ancora di più la nostra unità. E' la nostra arma essenziale per ottenere la vittoria, per preparare queste negoziazioni nelle migliori condizioni possibili. Perciò abbiamo creato questo Bollettino. Difatti, con la ripresa del lavoro, la nostra dispersione fra i diversi ospedali, i nostri orari diversi, è indispensabile che esista fin da oggi una cinghia di trasmissione permanente fra di noi, un'informazione regolare sul nostro movimento, che ci dia a tutti degli e sempre concreti del nostro lavoro, dell'attività nei diversi settori, e che risponda ai silenzi e alle deformazioni dei giornali.

Questo Bollettino dev'essere l'organo di tutti, per tutti, affinché non sia distrutta la nostra forza essenziale : la mobilitazione unitaria per i 300 Fr. e la 40 Ore !

* * * * *

Cio' che vuole il Consiglio di Stato : la divisione dei lavoratori.

Un giorno prima dello sciopero, il Consiglio di Stato ha preso la posizione che conosciamo : rifiuta di entrare in discussione sui 300 Fr., accetta il principio di discutere sull'introduzione delle 40 ore.

E' importante esaminare i suoi argomenti. Prima di tutto sui 300 Fr. Le "nostre autorità" non avrebbero potuto essere più esplicité !

Non hanno neanche discusso sulla somma, come fanno di solito. Il loro rifiuto era motivato solamente dal fatto che i 300 Fr. per tutti rimettono in causa la valutazione delle finzioni - rimettono cioè in causa la divisione del personale ospedaliero e la divisione del lavoro !

Il Consiglio di Stato non avrebbe potuto dire più apertamente che rimette in causa il nostro movimento stesso. Tiene innanzi tutto a un personale ospedaliero gerarchizzato, e dunque più controllabile. Vuole introdurre una nuova scala dei salari con 33 categorie, che gli permettono di manipolarci meglio !

Riguardo alle 40 ore, la promessa di entrare in discussione costituisce certamente una prima vittoria per noi. Ma niente è ancora acquisito, questa promessa per ora è solo verbale. Se si guarda la posizione del Consiglio di Stato sui salari, nulla garantisce ancora che non cercherà, pure a proposito delle 40 ore, un compromesso "interessante" per lui. Per e sempro scaglionando l'introduzione delle 40 ore per categoria, su un lungo periodo.

Come andare avanti ?

In queste condizioni, dobbiamo prepararci a delle negoziazioni serrate. La fase che comincia sarà difficile, e saremo sottoposti ad ogni sorta di pressioni. Anche se malauguratamente certe organizzazioni sono desolidarizzate dall'azione e fanno il gioco del Consiglio di Stato accettando il principio degli aumenti per categoria dobbiamo più che mai approfittare delle prossime settimane per rifiutare ogni tentativo di divisione, mantenere l'unità che fa la nostra forza, e dunque mantenere il nostro obiettivo dei 300 Fr. per tutti e delle 40 ore per tutti. Tanto più che accettando gli aumenti di salario per certe categorie, le autorità cercheranno di indebolire la determinazione di certe organizzazioni per metterci gli uni contro gli altri,

Cosa vuol dire cio' per noi adesso ?

PER I 300 FR. :

- che ci dobbiamo preparare agli argomenti come "non abbiamo soldi", spiegando chiaramente che sono tutte frottole. Il Consiglio di Stato dispone ancora di 9 milioni di riserva che gli permetterebbero di pagarci i 300 Fr. da settembre a dicembre. DEVE PROMETTERE DI METTERLI A NOSTRA DISPOSIZIONI FIN DALLA PROSSIMA RIUNIONE DEL GRAN CONSIGLIO !

Inoltre, come tutti sanno, il Consiglio di Stato dispone ancora di vari milioni supplementari stanziati per i salari del settore salute e che non ha speso perchè manca di personale ! Una prova di più che il personale ospedaliero è sottoposto a delle condizioni di lavoro inaccettabili, dato che manca personale per far tutto il lavoro. Il rifiuto di aumentare i salari rende il reclutamento ancora più difficile... e le cure più precarie.

- che dobbiamo prepararci anche dimostrando praticamente cosa significa un aumento di 300 Fr. per i diversi lavoratori dell'ospedale. Bisogna discutere, in ogni servizio, alle assemblee e ai gruppi di lavoro, sui nostri salari, su come li spendiamo (alloggio, assicurazioni, ecc.), per mettere chiaramente in evidenza - soprattutto per i più sfavorizzati fra noi - l'importanza della rivendicazione dei 300 Fr. E' un lavoro primordiale per prepararci a difendere unitariamente la rivendicazione dei 300 Fr.

PER LE 40 ORE :

- E' chiaro che l'introduzione delle 40 ore avrebbe delle conseguenze a volta complicate da risolvere per quanto riguarda gli effettivi e l'organizzazione del lavoro. E il Consiglio di Stato non mancherà di farlo notare per "provare" che è impossibile introdurle ora, che bisogna scaglionare. Ma noi dobbiamo domandare: chi conosce meglio l'organizzazione dell'ospedale, l'organizzazione del lavoro ? Il Consiglio di Stato o il personale ospedaliero ? La risposta è ovvia. Tocca a noi preparare, in ogni servizio, nei gruppi di lavoro e nelle assemblee generali, una documentazione precisa sulle conseguenze dell'introduzione delle 40 o. (sugli effettivi, sugli orari, l'organizzazione del lavoro, ecc) Qui pure, la nostra forza collettiva diventerà un'arma nelle negoziazioni, sviando la manovra (che ci saranno certamente) per ritardare la rapida introduzione delle 40 o. per tutti.

Noi abbiamo deciso di intraprendere il lavoro sulle buste-paga con l'elaborazione di un questionario preparatorio, e DOMANDA CHE OGNI SERVIZIO MANDI UN DELEGATO ALLA PROSSIMA RIUNIONE DELLA COMMISSIONE GIOVEDI' PROSSIMO.

Adessa l'insieme del lavoro dipende da tutti. La Commissione di popolarizzazione ha il compito di coordinarlo, di proseguire in questo senso il suo lavoro di

mobilizzazione unitaria, cio' che ha permesso fino ad ora una partecipazione massiccia al nostro movimento. E cosi' rinforzeremo pure l'unita' delle organizzazioni sindacali. E' chiaro che quest'unita' ha contribuito, per buona parte, ad un'adesione tanto estesa al nostro movimento. Solamente cosi' rinforzeremo l'unita' del movimento intero, dove lottano fianco a fianco lavoratori sindacali sono "manipolate" dagli "estremisti". Il militante del sindacato rispetta le decisioni prese democraticamente dalle loro organizzazioni. Quelli che fanno comere queste voci sugli "estremisti" vogliono indebolire l'unita' del movimento. La commissione di Popolarizzazione proseguira' la mobilitazione con le organizzazioni sindacali, affinche' la delegazione che abbiamo eletto possa condurre nel migliore dei modi negoziati che prepariamo.

PROSSIMA RIUNIONE :

MARTEDI' 23 OTTOBRE

ORE 20.15

BOLETÍN DE LA COMISIÓN DE POPULARIZACIÓN DE LOS HOSPITALES DE GINEBRA Y
DEL COMITÉ DE ACCIÓN UNITARIO (VPOD, ASAG BEL-AIR, ASID, SYNDICAT CHRETIEN)

Nº 117 DE OCTUBRE 1973

¡ 300 FRS Y 40 HRS PARA TODOS !

¿ POR QUE ESTE BOLETIN ?

Con nuestro paro, el jueves 11 de octubre, hemos reafirmado nuestra determinación de luchar por nuestras reivindicaciones: 300 FRs. Y 40 HORAS.

En todos los sectores este paro ha sido un gran éxito. Hemos salido reforzados porque hemos conseguido a la vez organizar nuestra lucha, cuidar a los enfermos, de manera que éstos no sufran y mantener nuestra unidad.

Este último punto es particularmente importante. Como muchas veces hemos explicado, nuestras reivindicaciones unitarias son un instrumento para luchar contra la división y la jerarquización del personal hospitalario: divisiones entre los diferentes servicios (enfermeras, técnicos, cocineros, etc...); división entre profesionales y no profesionales; división también entre suizos y emigrados, entre sindicados y no sindicados. Y es en esta división que se apoyan las autoridades para hacer presión sobre los salarios, intensificar los ritmos de trabajo. Con el paro, hemos sabido sobrepasar esta división, y es éste el logro principal de nuestra acción.

Hoy, mientras se preparan las negociaciones de noviembre, se trata de reforzar aún más esta unidad. Esa es nuestra arma esencial para ganar, para preparar estas negociaciones en las mejores condiciones posibles. Por esto se ha concebido este Boletín. Con la vuelta al trabajo nuestra dispersión en los diferentes establecimientos, los horarios diferentes, es indispensable que exista, a partir de ahora, una correa de transmisión permanente entre nosotros, una información regular sobre la continuación de nuestro movimiento, llevando a todos ejemplos concretos de nuestro trabajo, de la actividad en los diferentes sectores y para responder al silencio y a las deformaciones de la prensa.

¡ LO QUE QUIERE EL CONSEJO DE ESTADO: REESTABLECER LA DIVISIÓN !

Un día antes del paro, el Consejo de Estado ha tomado la posición que todos, conocemos: rechazo de discutir sobre los 300 frs, aceptación de principio sobre la introducción de las 40 horas.

Es importante volver sobre sus argumentaciones. En primer lugar sobre los 300 frs. "Nuestras autoridades" no hubieran podido ser más explícitas. Como suelen hacer, ni siquiera han discutido sobre la suma. Su negativa ha sido motivada únicamente por el hecho de que los 300 frs. para todos pone en causa la evaluación de funciones - dicho de otro modo, pone en causa la división del personal hospitalario y la división del trabajo. El Consejo de Estado no hubiera podido decir más claramente que pone en causa nuestro movimiento. Se preocupa de mantener por encima de todo un personal hospitalario jerarquizado - y por tanto más fácil de controlar. Quiere introducir una nueva escala de salarios en 33 categorías que le permita de manipularnos mejor. En cuanto a las 40 horas, la promesa de comenzar las disoluciones constituye una primera victoria para nosotros. Pero hay que señalar que no hay nada de conseguido todavía, que esta promesa es de palabra. Viendo la posición del Consejo de Estado sobre los salarios, nada asegura igualmente que, a propósito de las 40 horas, no trate de buscar un compromiso "interesante" para él. Por ejemplo, un escalonamiento de la introducción de las 40 horas por categorías durante un largo periodo.

¿ COMO CONTINUAR ?

En estas condiciones, debemos prepararnos a negociaciones difíciles. La fase que comienza será difícil, nos someterán a toda clase de presiones. Incluso si por

desgracia algunas organizaciones se han deolidarizado de la acción y hacen el juego del Consejo de Estado aceptando el principio de los aumentos por categorías, nosotros debemos, ahora más que nunca, aprovecharnos de las semanas que quedan para rechazar todo intento de división, mantener la unidad que hace nuestra fuerza; manteniendo nuestro objetivo de los 300 frs. para todos y de 40 horas para todos. Y más teniendo en cuenta que al aceptar aumentos de salarios para ciertas profesiones, las autoridades van a intentar debilitar la determinación de ciertas organizaciones para enfrentar unas contra otras. ¿Que quiere decir esto ?

EN CUANTO A LOS 300 FRs:

- se trata de prepararnos a argumentos tales como "no tenemos dinero", explicando el falso carácter de estas justificaciones. El Consejo de Estado dispone todavía de 9 millones de reserva presupuestaria que le permitiría de pagarnos los 300 frs. durante los meses de septiembre a diciembre.

¡ DEBE COMPROMETERSE A PONERLOS A DISPOSICION A PARTIR DE LA PROXIMA REUNION DEL GRAN CONSEJO ! Por otra parte - y esto es bien sabido - el Consejo de Estado dispone todavía de varios millones suplementarios destinados a salarios del sector sanitario y que no ha gastado porque había falta de personal ! Una prueba más de que el personal hospitalario está sometido a condiciones de trabajo inabstables, puesto que falta personal para hacer todo el trabajo. La negativa a aumentar los salarios hace aún más difícil encontrar gente... y la calidad del tratamiento en nuestros hospitales es cada vez peor.

- se trata de prepararnos también, demostrando en la práctica lo que significa un aumento de 300 frs. para todos los trabajadores del hospital. Y esto discutiendo en cada servicio, en asambleas y en grupos de trabajo de nuestros salarios, de cómo se distribuye el presupuesto de cada uno (alojamiento, seguros, etc.), con objeto de poner claramente en evidencia - sobre todo para los más desfavorados de entre nosotros - la importancia de la reivindicación de los 300 frs. Ese es un trabajo prioritario para prepararnos a defender unitariamente la reivindicación de los 300 frs.

EN CUANTO A LAS 40 HORAS !

- Es verdad que la introducción de las 40 horas llevaría consigo dificultades de difícil solución en lo referente a efectivos y organización del trabajo. Y el Consejo de Estado no va a olvidar de recordárnoslas, para "probar" que es imposible introducir las 40 horas en el momento, que hay que ir poco a poco. Pero nosotros debemos preguntarnos: ¿ quién conoce mejor la organización del hospital, la organización del trabajo? ¿ El Consejo de Estado o el personal hospitalario? La respuesta es evidente. Nos corresponde a nosotros preparar, en cada servicio, en grupos de trabajo y en asambleas generales, una documentación precisa sobre las consecuencias de la introducción de las 40 horas (sobre los efectivos, los horarios, la organización del trabajo, etc...) Una vez más, nuestra fuerza colectiva será un arma en las negociaciones, cortando de raíz los intentos de manipulación (que ciertamente se manifestarán) que quieren posponer la introducción rápida de las 40 horas para todos.

La comisión de popularización ha decidido llevara cabo un trabajo sobre las hojas de paga, elaborando para ello un cuestionario preparatorio, que ha sido ya discutido, en todos los establecimientos, y pide a cada servicio que envíe un delegado a la comisión de popularización. El conjunto de este trabajo depende ahora de todos. La comisión de popularización tiene como misión la coordinación, la continuación su trabajo de movilización unitaria, que nos ha permitido hasta ahora una participación masiva. Es así como reforzaremos también la unidad de las organizaciones sindicales. Es evidente que esta unidad ha suscitado en una gran medida una adhesión masiva a nuestro movimiento. Así podremos reforzar de todo el movimiento, en donde luchan hombro con hombro trabajadores sindicados y no sindicados. Opongámonos a las maniobras de los que lanzan bulos, afirmando que las organizaciones sindicales has sido "débordadas" por los "izquierdistas". Los militantes sindicales respetan las decisiones tomadas democráticamente por sus organizaciones. Los que propagan bulos pretenden debilitar la unidad del movimiento. La comisión de popularización, junto con las organizaciones sindicales proseguirá la movilización, con el objeto de que la delegación que nosotros hemos elegido pueda negociar en las mejores condiciones posibles.

PROXIMA REUNION DE LA COMISION Y ORDEN DEL DIA
EL MARTES . 22 DE OCTUBRE A LAS 20 H.